

L'individu en droit international

En tant qu'acteurs secondaires, les individus n'occupent qu'une place réduite dans la société internationale. Ils détiennent une certaine autorité dans la conduite des relations internationales, mais leur rôle apparaît moins décisif que celui des Etats ou des organisations internationales, en raison notamment de leur pouvoir bien moindre.

En principe, les individus ne relèvent pas directement du droit international mais du droit interne.

Toutefois, leurs droits et libertés individuels sont protégés par des mécanismes et instruments internationaux visant à assurer la protection des individus.

Cependant, ces instruments sont utilisés de différentes manières, d'où des clivages importants en ce qui concerne la protection des individus ainsi que de leur place en droit international.

En outre, il est critiquable que l'individu demeure pour l'essentiel sous la dépendance exclusive de son Etat alors qu'aujourd'hui, on conçoit à une protection la plus efficace couverte en droit international.

Devant ces attentes des individus vis à vis du droit international, jusqu'à quelle mesure peut-on accorder une capacité à agir pour faire valoir directement des droits propres au niveau international violés devant les juges internationaux autonomes ?

L'évolution du droit international à ce sujet tend à un renfort de l'individu à travers le droit communautaire (II), contrairement au droit international où les individus, dans cette perspective sont dépendant de L'Etat et est l'unique entité à garantir leur protection (I)

I) Une faible protection de l'individu dans le cadre du droit international

En droit international, il existe une faible protection de l'individu au motif que ce dernier est dépendant de l'Etat à travers l'exercice de la protection diplomatique (A) ainsi que de l'impossibilité de la saisine directe des juridictions internationales (B).

A) Protection diplomatique des personnes physiques en droit international

B) Saisine indirecte des juridictions internationales par les individus

II) Une protection de l'individu renforcée par l'accord d'une capacité d'ester directement en justice devant les juridictions internationales : l'exemple du droit communautaire

Le droit communautaire est une exception en ce qui concerne la saisine des juridictions spécialisées qui est directe (A) même si ce droit connaît des limites en pratique (B).

A) Une exception conventionnelle dans l'ordre internationale en droit communautaire : saisine de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH)

B) Limitation du droit communautaire : une lente évolution

